

Le journal de CULTURE ET DÉMOCRATIE

• Périodique trimestriel de l'asbl Culture et Démocratie •
Bureau de dépôt : Bruxelles X

EDITORIAL

Le vent en poupe ?

Hasard du calendrier, notre Journal paraît au lendemain d'un de ces rendez-vous « bi-communautaires » où, pour s'interroger, pour faire le point, et pour le plaisir de la rencontre, Culture et Démocratie rejoint Kunst en Democratie, son alter ego néerlandophone...

Quelques rapports, des essais théoriques, un peu de poésie, et les musiciens inspirés du Centre culturel arabe... Un beau moment. Ceci dit, Culture et Démocratie est un mouvement qui vit et se positionne à travers ses activités, nombreuses en 2001, et plutôt éclectiques : interventions dans la controverse autour du Théâtre national, aide à la diffusion pour un artiste réfugié du Petit Château, organisation d'un débat, avec la participation de Rudy Demotte, sur l'importance de la culture dans la construction européenne, participation à « Socially Incorrect », forum de discussion au Bottelarij autour des Ambassadeurs de l'Ombre de Laurent Wanson, collaboration aux Journeys in Between du British Council..., sans perdre de vue Art et Ecole, momentanément en veilleuse mais qui continue de nous préoccuper. Et tout en posant les jalons de « Culture(s) pour tous » !

Nous vivons une étape importante de l'évolution de notre association qui est passée, en quelques années, du stade « groupement volontaire, informel mais dynamique » à une forme plus structurée, soutenue par les pouvoirs publics (Ministère de la Culture), ainsi que par le secteur privé. Cette nouvelle structure, bien que légère, nous permet de travailler sur des projets à long terme. Elle nous met aussi face à de nouveaux défis.

En 2002, c'est en priorité à « Culture(s) pour tous » que nous consacrerons nos énergies. Ce projet protéiforme recèle en effet bien des possibilités ! Elles se développeront au mieux des besoins de ses bénéficiaires, et en fonction de la motivation de nos partenaires, dont l'apport est essentiel. Pour mener cette opération majeure, nous bénéficierons du mécénat éclairé de la Cera Foundation.

Nous devons également mettre en exergue le colloque « Art et droits de l'Homme », motivations et enjeux. Important quant à la symbolique, il sera, nous en sommes persuadés, passionnant quant au contenu. Ce sera le 26 avril, pour les cent ans de la Ligue des droits de l'Homme, à l'UCL Bruxelles. Avec la Ligue, le Centre culturel de Woluwe-St-Lambert, l'asbl Tout, les Halles de Schaerbeek, l'UCL et l'ULB. Et avec le soutien du Fonds Triodos. Soyez présent !

À côté de ces projets dits « prioritaires », nous nous intéressons évidemment à tous les autres ! Serait-ce trop ? Dans la pratique, oui, en effet ! Mais il est impossible de ne pas prêter attention à tout ce qui concerne la défense de la culture et de la démocratie... Vous êtes impliqués, engagés ? Nous le sommes aussi. À vos côtés.

Georges Vercheval, Président de Culture et Démocratie



CÔTÉ « IMAGES »

Les illustrations du numéro 2 de ce journal sont de Pascal Lemaître. Sorti de la Cambre « par la grande porte » en 1989, Pascal n'a jamais cessé de pratiquer ce qui, pour lui, est tout autant une passion qu'un métier. Tendre, ironique, acerbe parfois, de toute manière éclectique, il éprouve autant de plaisir à concevoir des livres pour enfants que d'illustrer les colonnes du New York Times ou du Ligeur... Merci à Pascal Lemaître de nous avoir accompagné pour ce numéro !

n°2 janvier - février - mars 2002

Sommaire

• Culture ET Démocratie ?	2-3
• Culture(s) pour tous	4-5
- Article 27	
- Cera Foundation	
• Europe Et Culture(s)	6-8
- Bilan de la Présidence belge	
- Pour un contrat de citoyenneté avec l'Europe	
• Art et immigration	9
- Journeys in Between	
• Infos	10-11
- de l'art ← ? → des droits	
- Usagexterne	
- Crise du Théâtre ou Théâtre en crise ?	
- Rencontre bicommunautaire	
• Vents contraires !	12

Culture ET Démocratie

Dans le cadre de la rubrique lancée par Laurent Busine dans le premier numéro de notre journal, nous avons demandé au Centre Culturel Arabe de nous donner sa définition de Culture ET Démocratie.

La tentative de traiter un sujet important et immense en trois mots comporte le risque, livrant le produit de la réflexion sans la réflexion, de créer des zones de chute libre éprouvantes. Essayons.

Nous différencions l'ensemble « la culture », aventure humaine, historique et spatiale comprenant tout ce qui induit notre conscience actuelle, de la pratique ponctuelle, issue de cette culture, limitée et répétée dans le temps en différents lieux, sous différents concepts, d'une certaine façon d'organiser la société : « la démocratie ». Pourtant, considérant que la conscience humaine naît avec la possibilité d'organiser les mots entre eux en les mettant « en relation », en grammaire, nous établissons quelques constats :

1 Le sentiment de l'indivision de l'espèce s'est perdu à tout jamais avec la perte de l'animalité, de l'innocence, et avec la possibilité de fixer la mémoire par le signe ou le son.

2 Au sortir de l'indivision, du fusionnel (du paradis de l'inconscience) parler une langue articulée et construite c'est prendre conscience que l'on est plusieurs.

3 Prendre conscience du besoin vital de communiquer pour survivre en établissant ce langage grammairien (sujet, verbe, compléments, temps du verbe, etc...) c'est aussi prendre conscience que nous sommes différents et porteurs d'intérêts différents.





Nous avons donc ici le germe de notre conjonction de coordination : dès que cette « culture », de modèle agraire chez les Latins (*cultura*, qui décolle du sens propre avec Cicéron « la philosophie est la culture de l'âme », art de préparer un terrain, une personne ou, plus tard, un dieu, pour se les rendre « productifs », pour en tirer bénéfique), de modèle artisanal chez les Arabes (*thaqafa* action de tailler, d'affiner, d'ajuster de rendre efficace et utilisable par un geste précis, ferme et techniquement juste), dès que cette « culture », cet « art » de vivre est né, il comportait, intrinsèquement, la notion du pluriel établi et indispensable, la notion de répartition, de partage de l'investissement et de l'effort.

C'est sciemment que nous éloignerons la très récente définition anthropologique du mot « culture » que nous critiquons en remarquant ses racines ethnocentriques, purement occidentales et coloniales. Nous la critiquons surtout pour l'usage erroné qui en est fait actuellement par les médias, par le citoyen non averti, par les pouvoirs démagogues et méprisants (très peu cultivés souvent).

La base anthropologique, faussement universaliste puisque, prenant pour vérité la vision du groupe dominant qui énonce et dépeint, elle fonctionne comme si les groupes humains étaient stables et fermés. On sait maintenant qu'il n'en est rien et que l'humanité bouge en permanence, qu'elle circule autant que les astres et que les acquis localisés ou parallèles chronologiquement passent constamment des uns aux autres sauf isolement géographique. Cette science des comportements confond ce qui n'est pas spécifique à l'homme avec ce qui l'est : sa culture. Nous n'incluons pas les comportements mammifères ordinaires ni ceux de type compulsif ou caractériel dans notre acception du mot « culture ».

Nous lui garderons donc son sens étymologique, sens qui évolue sans perdre son identification à la création, à la créativité. Adaptation constante des acquis mémorisés à l'aide de supports matériels, la culture est la digestion constante de la science, de la pensée, de tous les arts (y compris les « beaux-arts » comme les définissaient les latins) pour une production nouvelle et créative constamment réitérée au présent, utilisant la mémoire pour se projeter dans le futur. La culture est, par l'étude philologique, en arabe comme en français (en raccourci vertigineux), mémoire, conscience et projet en interaction permanente.

L'Occident oppose culture et nature. La pensée arabe (athée et mystique, en tous cas non religieuse qu'elle soit chrétienne ou musulmane) propose une autre approche : elle éta-

blit que nous ne pouvons pas expliquer ce qui nous contient, or nous faisons partie de la nature dont nous n'avons vision ni du tout, ni de la profondeur en cet univers que nous n'expliquons pas. Cette pensée relève l'harmonie et la continuité des « intérieurs » et des « extérieurs ». Au lieu de focaliser l'intelligence de l'homme dans son cerveau, elle situe le cerveau humain « dans l'intelligence » de ce qui l'entoure et de sa propre structure. Elle repère l'acte de création en réponse à cette notion de « vide » créée par nos manques dans ce processus où le vide serait le déclencheur de l'abstraction, abstraction nécessaire au début de la pensée, de la mémoire et du projet organisé. Ce qui reviendrait à dire que la nature (la vie) se donnerait l'homme et sa culture comme possibilité (une parmi d'autres) de se survivre et de se continuer. Ce qui impliquerait que notre conscience humaine, fabriquée du « tout » matériel et intelligent qui la produit et la baigne serait le garant de son milieu de vie, d'où une responsabilité infinie de l'environnement et de soi.

En ce qui concerne la démocratie, il faut se souvenir que le concept naît avec l'idée de nation, que lorsque nous décryptons « le pouvoir au peuple », ce « peuple » désigne des ensembles bien différents au cours du temps, ensembles qui excluent les esclaves, les métèques, les femmes, récemment encore les étrangers, et, comme le signalait Marx, que la liberté politique (puisque démocratie évoque un libre arbitre, une notion d'égalité) n'est qu'une liberté formelle destinée à servir d'alibi à ceux qui détiennent la puissance économique et qui sont seuls à même de l'utiliser pour consolider leur domination...

La démocratie est-elle une exigence morale ? A l'intérieur d'un postulat instituant la morale, oui. La notion de morale sous-entend une idée du bien : « la démocratie est le bien ». Cet aspect de résonance religieuse nous apparaît dangereux : quand la démocratie, dans l'une des applications connues à ce jour, apporte-t-elle un mieux vivre ? A qui ? Son exigence forcément politique la pousse à s'allier tantôt à un esprit libéral qui s'en sert pour opprimer, tantôt à une tentative de nivellement des esprits au niveau le plus bas, confiant la direction des opérations à des personnes dépourvues d'outil de réflexion, au service d'un pouvoir abusif. Nous acceptons l'idée que la démocratie n'est pas une exigence morale. Nous reconnaissons, en pratique, que ceux qui font la loi sont le plus souvent ceux que ce principe démocratique mettrait à mal, en abolissant leurs privilèges, que ceux qui réclament l'abolition de ces privilèges et le partage de la responsabilité : l'exercice reste périlleux ! Cependant, reprenant la racine de notre

réflexion, nous observons que ce désir de ne plus confier le pouvoir à un clergé, à une dynastie, travaille constamment l'histoire depuis des milliers d'années ; et plus l'accès au savoir s'impose sous sa pression, plus la conscience de la fragmentation des savoirs et de la complémentarité des intelligences l'exige ! C'est que la communication qui génère la culture, tout autant qu'elle en naît, est aussi le nerf de la démocratie.

La démocratie comme pédagogie ? Cette réquisition délibérée de la responsabilité dénonce clairement une exigence de liberté : où, sinon au sein de la culture, c'est-à-dire de l'aventure humaine, cette idée de liberté aurait-elle pu se former ? Où, sinon en ce moment privilégié de l'acte créateur, une telle expérience aurait-elle pu s'accomplir ? La création, l'art, la découverte et la pensée sont en lutte constante contre la répression de ceux qui déniaient à autrui, à leur profit immédiat, l'exercice de la liberté.

La grande nostalgie des pouvoirs, transcrivant la force musculaire en force monétaire, c'est l'animalité et sa loi sélective qui reconnaît toujours la prédominance du plus fort. Ici il y a un vice : le pouvoir militaire, politique ou religieux ne sert même plus la sélection naturelle au service de l'espèce : il s'agit d'une perversion.

Si tout acte de création contient en puissance, une expérience de liberté, la culture contient potentiellement depuis le début de l'homme, une utopie de démocratie, non plus fragmentaire ni sélective, mais se présentant comme la soif « naturelle » de l'homme individuel à prendre collectivement son destin en main et sa responsabilité planétaire à pleins bras. Si la culture est notre réalité, la démocratie n'est encore que notre désir. Désir de voir un jour les hommes, documentés, instruits, voyants et entendants, conscients tous de même, accédant à tous les supports de la culture, collaborer pour instaurer un monde vivable.

Le dénominateur commun de la culture et de la démocratie serait donc qu'une même logique les pousse à détruire les inégalités intellectuelles, sociales, humaines dans toute l'acception du terme pour éviter le retour à l'animalité ou la déchéance de l'espèce ?

Dans la nuit de nos ignorances, dans l'enchevêtrement mystérieux de ces cercles d'intelligence et d'intérêts divergeants qui nous entourent ou nous pénètrent, concourant tous à la reproduction de la vie, quelques bribes se laissent déchiffrer... Pourrait-on aller jusqu'à penser que si la culture est dans notre nature d'Hommes, la démocratie serait un élément de notre destin ?



PROJET DE PARTENARIAT ENTRE LES MONDES CULTUREL ET SOCIAL

Avec en point de mire, le développement de l'accès et de la pratique de la culture pour tous les publics, sans exclusive, mais en particulier pour ceux qui en sont habituellement écartés, nous avons rassemblé des acteurs culturels et sociaux dans le but de cerner leurs attentes et d'y répondre au mieux.

Synthèse des premières réunions :

Ces rencontres se sont révélées riches en partage d'informations et d'expériences. Chacun était invité à faire part de son savoir-faire, à réfléchir à des moyens et méthodes d'action pour développer l'accès et la pratique de la culture.

L'enthousiasme des participants témoigne de la nécessité d'un lieu de dialogue et d'échanges.

Plusieurs réflexions récurrentes ont été pointées du doigt.

Premier constat, le développement d'un partenariat entre les mondes associatif et culturel s'impose. Il s'agit de dépasser la conception généralement paternaliste et élitiste de la culture, en renforçant la communication entre les milieux culturels et tous les publics sans exclusion.

Certains proposent pour encourager l'accès à la culture, des tarifs réduits, une information ciblée et un service d'accompagnement et de suivi, en privilégiant les actions à long terme.

D'autres ont soulevé le problème d'intégration des institutions culturelles dans leur environnement proche. Ce qui constitue une

première action dans le combat contre l'exclusion sociale.

En regard des expériences relatées, une démarche d'écoute, de dialogue, de participation active est la base des initiatives culturelles réussies.

Si nous voulons toucher de nouveaux publics, il faut tenir compte de leurs spécificités, parler de démocratisation des cultures et non de la culture.

Dans cette optique, une préparation des personnes concernées, ainsi que des responsables des associations participantes sans oublier leur personnel, est primordiale. En outre, l'art ne doit-il pas sortir des institutions, aller dans la rue, chez les gens ?

De même, les réunions ont été riches en discussions animées autour des notions de culture, de démocratie, d'art, des termes à utiliser pour définir les publics, etc...

Se greffent aussi des questions fondamentales telles que : quelles cultures, pourquoi, comment, pour qui ?

Le débat reste ouvert !

LE PROJET

Avec l'aide active de tous nos partenaires, les soutiens de Cera Foundation et de la Communauté française, nous proposons d'encourager l'accès et la pratique de la culture pour tous les publics, sans exclusive, mais en particulier pour ceux qui en sont habituellement écartés. De même, nous voulons encourager le monde culturel à s'ouvrir à de nouveaux publics.

Nous proposons de développer et coordonner un programme d'échanges, de formations et d'informations réciproques, basées sur la rencontre et le dialogue entre d'une part, les opérateurs culturels (animateurs, artistes, personnel des institutions...) et d'autre part, des personnes relais au sein du monde associatif.

Ces échanges ont pour objectif de motiver les groupes visés par l'« expérience culturelle » et de préparer les partenaires culturels aux particularités de ces groupes afin qu'ils puissent concevoir en concertation des animations et découvertes artistiques.

Dans un premier temps, le projet se décline en trois axes.

Programme d'in(ter)formation

Divers partenaires (institutions ou associations culturelles ou sociales) proposent à des personnes relais du milieu associatif de découvrir leurs lieux et leurs activités. Après la visite et la découverte de l'activité artistique, les participants sont invités à dialoguer, réfléchir ensemble et poser les bases de projets communs.

Cycle de rencontres

Organisation de groupes de réflexion autour de thématiques précises ou de projets exemplaires.

Agenda

Diffusion d'un agenda d'invitations à participer et découvrir les activités des différents partenaires sociaux et culturels.

Elle est - vous ne vous trompez pas - évidemment liée à Cera Holding, bien connue pour ses missions financières. Pour celle-ci, il s'agissait de déléguer ses projets de mécénat de type social. C'est donc la raison d'être de Cera Foundation, une fondation nouvelle, spécifique, agissant de manière indépendante.

CERA Foundation

La caractéristique de Cera holding réside dans un système de coopérative dont les principes et valeurs affirmées sont, entre autres, la solidarité, l'égalité, le principe de décision démocratique. Il était donc naturel que Cera Foundation développe ses activités dans les domaines où se marquent particulièrement les besoins sociaux au sein de la société contemporaine. Ainsi, le domaine médico-social (soins à domicile, santé mentale, intégration des handicapés), la pauvreté (dans les villes, à la campagne), l'agriculture, l'horticulture et l'environnement, font partie de ses préoccupations, au même titre que l'enseignement, la formation et l'entrepreneuriat,

et que les arts et la culture. En ce dernier domaine, elle publie tant des ouvrages de prestige, tels que « Dan Van Severen » ou « Marthe Wéry ». Et dans le domaine de la pauvreté, dans la série « Horizons », des études comme « la pauvreté en Belgique » de Danielle Dierckx.

Nous nous réjouissons de ce que la Cera Foundation ait décidé de soutenir notre projet « Culture(s) pour tous », dont l'objet est d'associer l'art, la culture en général, la formation, la pauvreté, le handicap social... dans une symbiose créative avec des partenaires des mondes culturel et social.

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts (...) et des bienfaits qui en résultent.

Extrait de l'article 27 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 10 décembre 1948

ARTICLE 27

En février 1999, le Théâtre de Poche, à l'initiative de la comédienne Isabelle Paternotte et avec le soutien de la COCOF Culture, mettait sur pied Article 27, un projet-pilote visant à pallier certains dysfonctionnements, d'ordre financiers ou moraux, et certaines inégalités dans le libre accès à la culture. L'opération consiste à proposer des tickets à 1,25 Euros permettant à des personnes défavorisées d'avoir accès à une série de manifestations culturelles. De plus, un service assure l'accompagnement et l'encadrement de ces personnes au spectacle. Dans la foulée de ce projet est née, en octobre 2000, l'asbl Article 27.

Comment jouez-vous votre rôle d'interface entre le monde culturel et social ?

Une des principales missions de l'association est d'établir des partenariats avec différentes organisations culturelles et sociales. Il s'agit de rencontrer chacun individuellement afin de récolter et d'échanger un maximum d'informations, de cerner et de stimuler son niveau d'implication par rapport aux objectifs d'Article 27. Ces rencontres permettent de prendre en compte les difficultés rencontrées dans la mise en place du partenariat et de proposer des pistes d'actions adaptées et des engagements concrets. De plus, la démarche d'Article 27 auprès de ses publics a pour but de tisser et d'alimenter des relations entre le monde social et les associations culturelles. Concrètement, cette approche se traduit par l'intégration d'un agenda des activités cultu-

relles, la commande de tickets, l'organisation, en 2002, de groupes de travail réunissant les opérateurs culturels et sociaux, ...

Depuis sa création, Article 27 a développé 9 cellules dans la Communauté Wallonie-Bruxelles. Au-delà du ticket à 1,25 Euro, quels sont les autres services et outils que vous avez mis en place ?

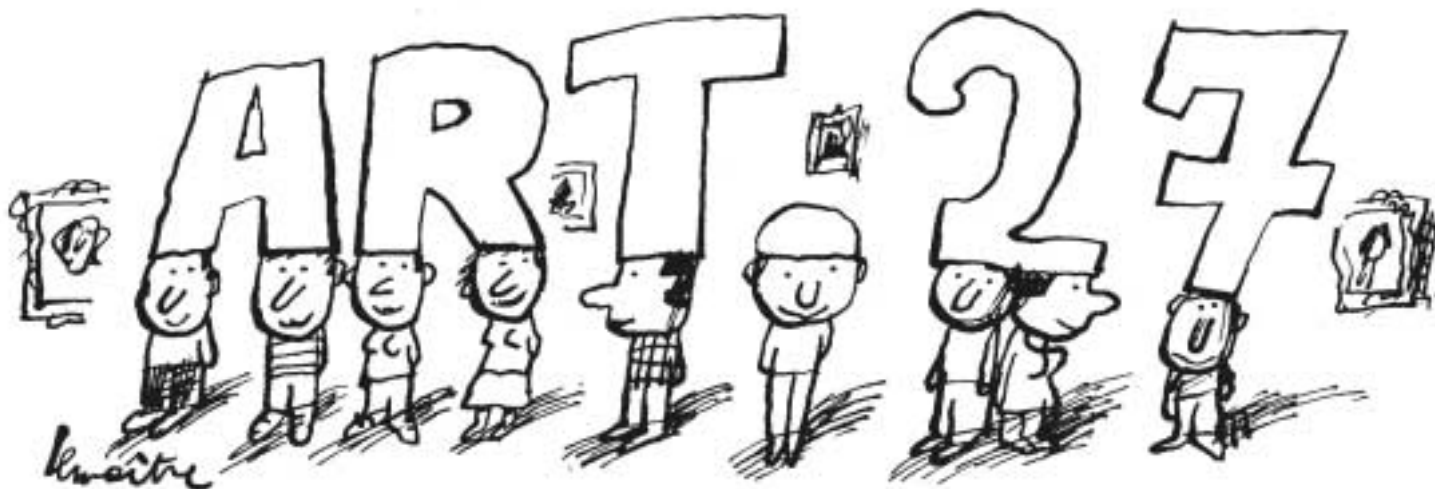
L'association a mis en place un service d'ambassadeurs et accompli un travail de proximité et de sensibilisation des partenaires sociaux et culturels. Quatorze comédiens-ambassadeurs offrent leurs services aux diverses associations (restaurants sociaux, CPAS, maisons d'accueil, associations liées aux chômeurs, collectifs de formation et centres de service social global) et accompagnent leur public lors de sorties culturelles. Depuis 2001, des « ambassadeurs-musées » (historiens de l'art) proposent des visites guidées au sein de deux musées partenaires. De plus, des animations orientées vers la réflexion et la sensibilisation afin d'éviter la simple « consommation » culturelle ont été entreprises avec certains partenaires sociaux. Depuis, la moitié des usagers dont le parcours a été suivi ont intégré l'espace culturel de manière régulière et autonome. La grande majorité des personnes touchées par le service de proximité n'avaient jamais été au théâtre. Le service de proximité leur a ainsi offert une approche de qualité de l'espace culturel. Les animations (jeux interactifs, débats,...) ont permis aux personnes d'éva-

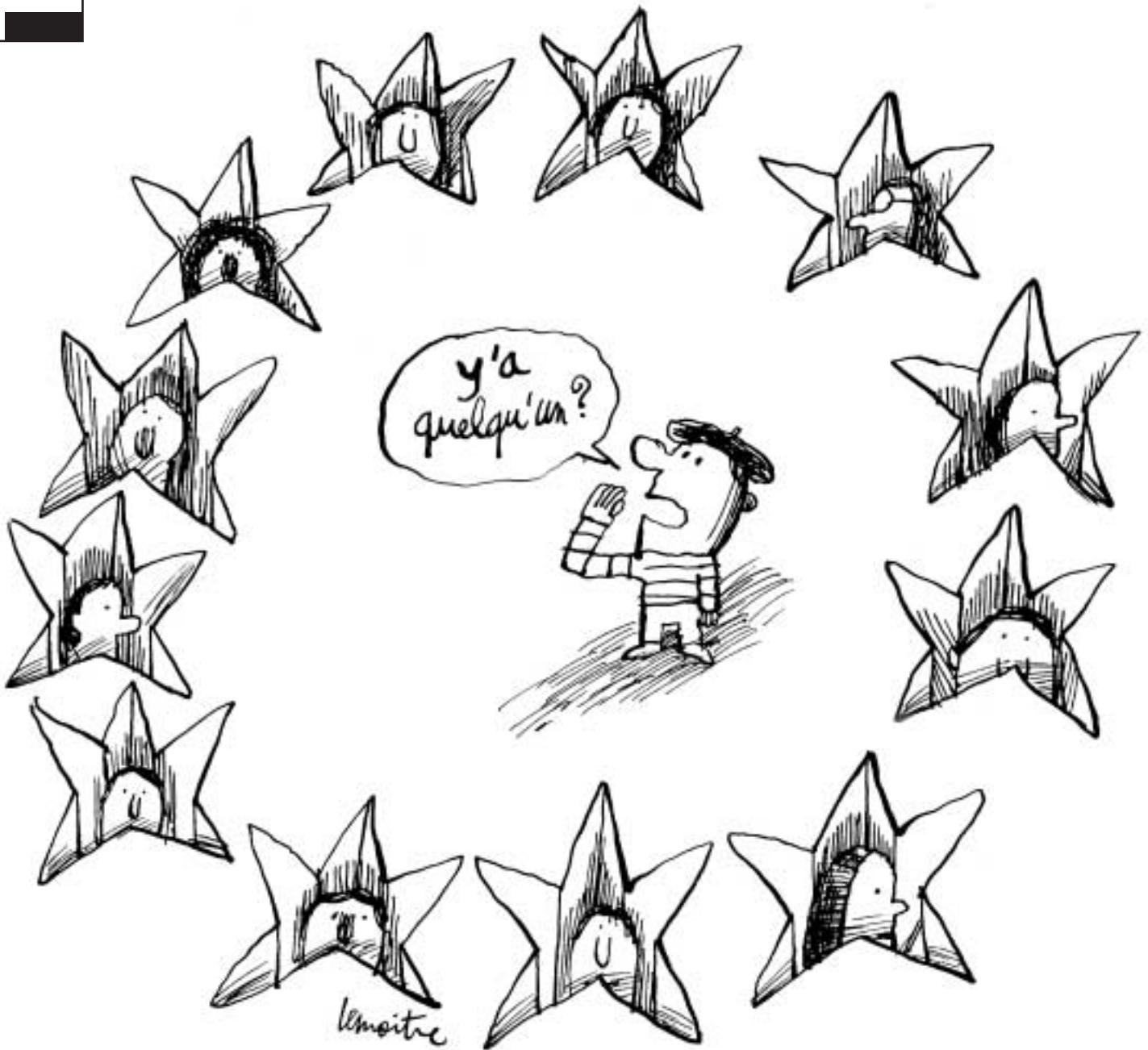
luer leurs références culturelles, de les comparer à celles d'autres et de s'exprimer sur différents thèmes.

Comment définiriez-vous vos perspectives d'avenir et vos espoirs futurs ?

La valeur réelle d'Article 27 ne se juge pas tant au nombre de places occupées et de tickets distribués mais bien à ce qu'elle apporte sur le plan humain tant à ses bénéficiaires qu'à ses partenaires sociaux et culturels. Actuellement, Article 27 est confronté à diverses priorités structurelles auxquelles doit répondre une augmentation des moyens financiers et humains de l'association. Tout d'abord, proposer des places à 1,25 Euro ne suffit pas. Il nous faut continuer à développer nos services d'accompagnement des utilisateurs pour faciliter l'accès à la culture, renforcer les contacts entre social et culturel et créer des nouveaux services de proximité. Pour ce faire, tout un travail d'information du public et des partenaires est nécessaire. A moyen terme, nous devons aussi trouver des solutions aux problèmes de mobilité permettant à chaque utilisateur de se rendre, avec son seul ticket, dans toute la Wallonie et à Bruxelles. Et, à plus long terme, il faudra étudier la possibilité d'ouvrir Article 27 aux ateliers d'expressions artistiques pour amener une complémentarité dans l'accès aux spectacles.

Rencontre avec Laurence Adam, coordinatrice pour la région bruxelloise et Benoît Scutenaire, coordinateur pour la région wallonne.





BILAN DE LA PRÉSIDENTENCE BELGE

Entretien de Culture et Démocratie avec Rudy Demotte, Ministre de la Culture de la Communauté française de Belgique, Président en exercice du Conseil Culture de l'Union européenne durant le second semestre 2001.

Rudy Demotte, durant tout le second semestre 2001, vous avez assuré la Présidence du Conseil Culture de l'Union européenne. Quels sont les résultats de la Présidence ?

Le cahier des charges était très lourd, il a pourtant été rencontré point par point. Non seulement des décisions politiques importantes sont intervenues sur la Place de la Culture dans la construction européenne, dossier délicat s'il en est, mais le Conseil formel du 5 novembre s'est également soldé par des avancées concrètes, pratiques, pour le monde culturel et les citoyens européens. Les Etats-membres et la Commission ont affirmé leur souci de voir la Culture considérée comme un élément essentiel de l'intégration européenne.

A l'unanimité, le Conseil a marqué son accord pour développer les coopérations culturelles, la création artistique européenne et les échanges culturels. La Culture garde donc sa place, menacée depuis Nice, dans les débats européens.

Vous parlez de « dossier délicat » concernant la place de la Culture. Quelles ont été les difficultés rencontrées ?

En Europe, la Culture n'est pas un champ de compétence reconnu.

L'éveil culturel n'a pas encore eu lieu dans l'Union européenne. Les frontières et les ghettos culturels ne sont pas encore dépassés partout.

Au risque d'aller jusqu'à la caricature, la diversité culturelle est opposée à une politique culturelle européenne.

Deux vieilles écoles classiques se déchirent : l'une selon laquelle seul l'Etat-Nation, la Région peut refléter la diversité culturelle, l'autre persuadée qu'un centralisme européen de bon aloi va permettre l'expression la plus parfaite de la Culture.

Ce débat est obsolète, digne du Moyen-Age ! Ces deux courants de pensée sont en fait complémentaires.

C'est pourquoi l'adoption de la résolution est si importante à mes yeux.

L'Europe politique ne peut plus se permettre de faire l'économie de la reconnaissance pleine et entière de la Culture. Qui peut affirmer avec certitude que chaque culture, respectée dans sa différence mais inconnue des autres, sans partage, sans rencontre, sans métissage pourra survivre aux pressions du Marché ?

Les événements du 11 septembre ont montré, chez nous et ailleurs, les dangers de l'amalgame et les risques du rejet de l'autre au nom d'une religion ou d'une tradition différentes. La Culture est un vrai rempart démocratique. La discuter au niveau européen, ce n'est pas vouloir édicter les règles d'une Culture de l'universel, qui est un leurre. C'est se donner les moyens, ensemble, de la protéger, de la faire connaître et ainsi d'éviter qu'elle ne devienne le prétexte aux replis identitaires qui menacent nos valeurs.

En adoptant ce texte, les Ministres européens de la Culture ont reconnu tout cela. Mais

nous revenons de loin : si la plupart de mes Collègues européens suivaient l'impulsion de la Présidence, quelques-uns d'entre eux la niaient en bloc. Il a fallu argumenter, convaincre, expliquer, encore et encore. Le résultat est là : la Culture fait partie intégrante, de l'avis de tous les Etats-membres de l'Union européenne, de la construction européenne !

Le dossier « Place de la Culture » n'était pas seul à l'ordre du jour de la Présidence. Qu'en est-il des autres initiatives ?

Avec la résolution « Culture et société de la connaissance », également adoptée à l'unanimité, le Conseil s'est engagé à tout mettre en œuvre pour inscrire le secteur culturel dans la dynamique des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Concrètement, cela veut dire que les Etats-membres et la Commission veulent aider la numérisation des contenus culturels, favoriser la mise en réseau d'informations culturelles et la participation de tous les publics à la vie culturelle. Les Ministres européens de la Culture ont reconnu que cette participation passe par l'initiation et la formation de ces publics, notamment dans les lieux culturels.

Il ne s'agit donc pas simplement d'un texte de plus mais d'une véritable trame méthodologique, d'un projet politique européen dont certaines applications se font déjà sentir en Communauté française.

Lesquelles ?

J'ai poursuivi cet engagement en Communauté française via plusieurs projets. Il y a, bien sûr, le projet d'un portail électronique culturel européen initié par la Commission et auquel vont se connecter les Etats-membres.

Secundo, un projet de mise en réseau des fonds numérisés des Archives nationales. Il s'agit d'un projet dans lequel ont déjà choisi de s'impliquer la Belgique, la France, la Suède, l'Ecosse. L'Espagne et le Royaume-Uni s'y intéressent également. Il est actuellement négocié avec la Commission européenne.

Enfin, déjà mis sur pied, un réseau d'experts gouvernementaux européens, dans lequel le Ministère de la Communauté française est un acteur important puisqu'il est responsable d'une partie du projet d'évaluation de la qualité des sites webs culturels en Europe.

Comment vous êtes-vous inscrit dans le fameux « rolling agenda », cet ensemble de points qui restent à l'ordre du jour d'une Présidence à l'autre ?

Par rapport à la Présidence précédente, il y a deux points sur lesquels mes Collègues suédois ont particulièrement insisté lors du passage du flambeau : la mobilité des artistes et la protection du patrimoine culturel. Le maintien de ces deux points à l'ordre du jour s'est fait de façon spécifique selon le thème.

La Présidence a choisi d'aborder la problématique de la mobilité des artistes selon un angle inédit : celui de la Musique. Un grand séminaire européen a été réuni à Bruxelles le 13 octobre. Des professionnels, des artistes, des gens de terrain ont dégagé, ensemble, un certain nombre de pistes pour une meilleure reconnaissance du secteur musical en Europe. Parmi celles-ci, j'en retiendrai une particulièrement concrète : le lancement, par exemple au terme du Programme Culture 2000, d'un programme spécifique pour la musique comme il en existe déjà pour la production audiovisuelle.

En ce qui concerne la protection du patrimoine culturel, une résolution a été adoptée, elle aussi à l'unanimité, relative à la protection du patrimoine culturel mobilier. Grâce à ce texte, nous avons insisté sur l'indispensable coopération à tous les niveaux (national, communautaire, international) et dans plusieurs domaines (douanes, culture, police) et décidé de renforcer cette coopération.

Par rapport à la Présidence espagnole, tout a été mis en œuvre pour que notre travail ne soit pas un « one-shot ». Le texte de la résolution est explicite à ce sujet : si la décision politique a été prise sous la Présidence belge, ses applications pratiques (je pense à l'évaluation de l'application de l'article du Traité relatif à la Culture, l'article 151) incombent aux Présidences suivantes. Dans la présentation de leur programme, mes Collègues espagnols, qui sont d'ailleurs ravis des avancées engrangées au second semestre de cette année, se sont engagés à respecter ce calendrier.

Si vous deviez tirer une conclusion de cette Présidence Culture, que diriez-vous ?

Forcément, l'adoption de la résolution sur la Place de la Culture peut paraître bien maigre par rapport aux revendications, légitimes, du monde culturel : quel statut pour les artistes ? Quelle harmonisation fiscale pour la création et la diffusion artistique ? La résolution ne répond pas à ces questions. Mais elle a le mérite de laisser l'espace, à l'avenir, pour encore les poser et essayer d'y répondre. Cet espace se restreignait tant ces derniers temps que finalement, la question de la Culture allait être tout à fait omise du champ légistique européen. Et toutes ces problématiques dont je viens de parler, si elles ne relèvent pas de la compétence des Ministres de la Culture, pourront au moins faire l'objet d'interpellation de ceux-ci vers les Ministres concernés. La résolution a en fait garanti le lieu, au niveau européen, où discuter des questions culturelles.

En ce qui concerne la Communauté française, la Présidence nous a fait prendre conscience de notre force mais aussi de nos lacunes. Evidemment, il reste beaucoup à faire. On ne peut pas considérer une Présidence comme une solution miracle à tous les problèmes. La mise en lumière suscitée par le travail à l'échelon européen, a en tous cas permis à la Communauté française de s'impliquer davantage dans des dossiers importants.



Europe & Culture(s)

Grand-Hornu, 7 décembre 2001. Dernière pierre ! Laurent Busine(1) présente à la presse le dernier état des lieux de ce Musée des Arts contemporains auquel il a consacré toute son énergie ces dernières années ! Ouverture annoncée pour septembre 2002 !

POUR UN CONTRAT DE CITOYENNETÉ AVEC L'EUROPE

Dans une autre aile du bâtiment, c'est à un débat de société que nous convient Olga Zrihen, Députée socialiste au Parlement européen, au nom de son groupe parlementaire (2), et Daniel Lhost, du Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté. Il s'agit de réfléchir à un contrat de citoyenneté avec l'Europe, en relation avec la lutte contre l'exclusion, et en centrant les débats sur les thèmes de l'énergie, du logement et de l'éducation. L'édifice « Europe » manque de véritable dimension sociale. Peut-on parler de progrès lorsque tant de décisions aggravent le déséquilibre des richesses et accentuent le déficit démocratique ?

Introduite par Olga Zrihen et Daniel Lhost, la matinée est consacrée aux interventions de Michel Jadot - pour un plan social -, de Willy Taminiaux, sur le droit à un logement décent pour tous, de Christian Rentsch, représentant Marie-Noëlle Lienemann, Secrétaire d'Etat (français) au logement, qui relève que cette question est *indissociable de l'éducation, de la culture, de la sécurité...* Le Ministre Rudy Demotte, souligne *l'importance de la culture : ne pas avoir eu accès à celle-ci est un handicap et peut nous priver de la clé qui donne accès à l'emploi*. Pour Ricardo Petrella, une *contre-révolution réactionnaire* anime la Commission européenne, *la société ne pouvant abandonner les principes de service public pour ce qui est de l'énergie ! Une évolution dangereuse ! Quant à la pauvreté, elle n'existe pas pour les responsables européens*, remarque Olivier Gherard, d'ATD Quart-monde ! Ce n'est qu'en 1999-2000, à Lisbonne, en effet, qu'une stratégie est mise en place, avec des plans nationaux... à évaluer !

Les débats de l'après-midi étaient répartis en ateliers dont *logement et développement durable*, dirigé par André Lassoie, avec José Garcia, et *l'énergie : biens durables*, avec Daniel Lhost et Marc Thomes. Nous nous attarderons sur le troisième, *Education : outil de dignité et de citoyenneté*.

Sous la responsabilité de Fabienne Capot (3), avec Georges Vercheval comme intervenant et une trentaine de participants, cet atelier ambitionnait de fournir aux députés européens des pistes de réflexion et d'action quant à la place de l'éducation (et de la culture) dans l'Europe de demain ! Vaste programme ! Mais les discussions touchent vite au cœur du sujet. Le message est clair : il est urgent de mettre en place des structures efficaces pour qu'aux chancres industriels et au désert économique ne s'ajoutent pas des friches culturelles ! Les mouvements associatifs, en prise directe avec ce problème, ne savent plus « par où passer » pour se faire entendre ! A l'évidence, les notions d'éduca-

tion et de culture se confondent, même s'il y a désaccord quant à la « démocratisation de la culture ». Il s'agit moins d'une question de prix d'entrée que de motivation. Il faut expliquer, vulgariser, faire participer activement à la création les jeunes et les moins jeunes, donner la maîtrise de ces outils à ceux qui en ont le plus besoin, décentraliser, aller vers les quartiers défavorisés. Oser rêver, crier fort, faire bouger les choses !

Les programmes scolaires sont-ils conçus pour donner à la culture la place qu'elle mérite ? Le constat est amer. On ironise sur les prérogatives respectives des (divers) Ministères de l'Education et de la Culture (mais pourquoi dissocier ces valeurs ?). Certes, l'école est un terrain (un terreau) privilégié mais si la motivation reste présente chez nombre d'éducateurs et de professeurs, l'étroitesse des budgets et moyens se charge de modérer leur enthousiasme. On s'interroge aussi quant aux récentes décisions sur les réductions ou suppressions de devoirs à domicile : comment les loisirs ainsi libérés seront-ils utilisés, si les parents n'y sont pas attentifs ? Bref, un débat très large, enrichissant où, à côté de la nécessité de prendre en compte, au quotidien, le fait culturel dans l'enseignement, on évoquait aussi des expériences théâtrales, les Ambassadeurs de l'ombre, montée par Laurent Wanson avec des gens d'ATD Quart-Monde, étant citée en exemple.

Les participants ont mis en garde sur ce qu'il faut entendre par culture. Certes, il y a la « grande » culture. Mais il y a aussi une autre culture, populaire, celle qui nous est transmise par nos parents, nos grands-parents, celle qui nous est apportée en partage par ceux qui, pour toutes sortes de raisons, se sont installés dans nos régions. Cette richesse-là, incalculable, ne peut se perdre. C'est la grande force de l'Europe.

Il nous reste encore à bâtir un modèle social à visage humain... soulignent Daniel Lhost et Olga Zrihen. Qu'il s'agisse d'énergie, de logement, d'éducation, rien n'est gagné, en effet ! *Mais une des caractéristiques du modèle social européen est notre refus de tolérer la pauvreté dans une société prospère*, confirme Olga Zrihen, en conclusion. Tout un programme, qui devrait faire l'objet d'autres rendez-vous en 2002. A bientôt donc, pour poursuivre ce contrat social ?

Georges Vercheval

(1) Laurent Busine, directeur du MACS, a été président de Culture et Démocratie

(2) Véronique De Keyser et Jean-Maurice Dehousse

(3) Fabienne Capot est également rapporteuse de cet atelier



L'art, au sens large, peut-il jouer un rôle positif dans l'intégration des demandeurs d'asile ? Dans quelle mesure le travail d'artistes professionnels est-il influencé par la rencontre avec des personnes déplacées ? Comment les médias influencent-ils notre perception des réfugiés et demandeurs d'asile ? Comment convaincre les décideurs politiques que l'art est un droit de l'Homme aussi fondamental que ceux qui sont énoncés dans la Déclaration ?

JOURNEYS IN BETWEEN

Un forum sur le rôle des arts dans l'intégration des demandeurs d'asile

Ces questions originales ont provoqué des débats passionnants lors du forum organisé par le British Council les 18, 19 et 20 novembre dernier à la Maison de l'Europe (Bibliothèque Solvay) à Bruxelles. Ces « Journeys in Between » ont réuni près de 150 participants - demandeurs d'asile, artistes, associations - venus des quatre coins de l'Europe. Culture et Démocratie, la Fondation Roi Baudouin, le Petit Château, l'Alliance Française, le Goethe Institut et London Arts y ont apporté leur contribution.

Tout a commencé avec « Bruxelles 2000 » et la mise sur pied par le British Council de projets artistiques à caractère social soulignant le rôle vital de l'art dans le bien-être et le développement personnel de ceux - détenus, demandeurs d'asile, pensionnaires de homes - qui n'y ont pas accès.

Dans cette optique, le British Council a invité une demi-douzaine d'artistes anglais à travailler en résidence, sur une période de dix-huit mois, avec les jeunes demandeurs d'asile résidant au « Petit Château ». Grâce au soutien actif du directeur du Centre, Bob Pleysier, ces projets ont débouché sur des réalisations concrètes - fresque murale, mosaïque en céramique, CD-Rom, conception d'un jardin - qui ont eu un impact positif sur ces enfants et adolescents traumatisés et, d'autre part, ont modifié la perception que les artistes avaient d'eux-mêmes et de leur art.

Des initiatives de ce genre existant un peu partout en Europe, ce forum souhaitait faciliter les échanges et la réflexion, et attirer l'attention des décideurs politiques sur la nécessité de financer de tels projets.

Les participants ont apprécié le dynamisme et la créativité des nombreuses initiatives présentées, telles que :

« A Day Out Can Make a Difference »

Grassroots Partnership a invité des demandeurs d'asile à parcourir Londres, leur terre d'accueil, et à se faire photographier dans leurs lieux préférés. Cette journée leur a permis de découvrir une ville où ils n'avaient jamais osé s'aventurer.

« Writing to Heal » (« écrire pour guérir »)

Un projet de la Medical Foundation for the Care of Victims of Torture, où l'écriture est utilisée à la fois pour témoigner et comme moyen thérapeutique.

« Sarajevo, Ombres et Lumières »

Série de films d'animation réalisés par des enfants de Sarajevo. Ce projet est piloté par « Caméra Enfants Admis », une association basée à Liège.

« Refugee Voices »

A l'occasion de son 50e anniversaire, le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés a enregistré un CD réalisé par douze musiciens africains en exil.

« Passé/Présent/Futur »

Au Petit Château, l'association Arts Basic for Children (Bruxelles) a proposé aux enfants de réaliser un triptyque - photos, textes et dessins - mettant en scène leur propre vie.

Ainsi, les « Journeys in Between » ont donné un aperçu de la diversité des projets artistiques menés en partenariat avec des demandeurs d'asile et des réfugiés. Certes, cela ne suffit pas !

Pour que ce forum ne soit pas lettre morte, il est essentiel que les participants continuent à échanger des informations, qu'ils développent un réseau actif.

Les organisateurs espèrent proposer un nouveau forum à Bruxelles, cette année encore, et plusieurs participants envisagent d'en organiser à Londres, à Dublin, au Pays de Galles.

Le British Council, qui poursuit son partenariat avec le Petit Château, considère qu'il est indispensable de convaincre les décideurs politiques, surtout au niveau européen. Ils doivent comprendre que les demandeurs d'asile n'ont pas seulement besoin de nourriture, de vêtements et d'un toit. Comme le recommande un proverbe chinois : « Si tu as une pièce, achète un bol de riz et des fleurs ». Reprendre confiance en soi, croire à nouveau en l'avenir lorsque l'on est exilé, c'est aussi avoir la possibilité de reconstruire son identité en participant à des projets artistiques. Une idée qui, espérons-le, fera son chemin.

Un rapport et un court reportage vidéo sur le forum seront bientôt disponibles.

Un CD-Rom, conçu et réalisé à propos des jeunes demandeurs d'asile du Centre pour Adolescents en Exil (CADE) du « Petit Château », propose des informations sur la vie à l'intérieur et à l'extérieur du Centre afin d'aider ces jeunes à trouver rapidement leurs points de repère. Vous pouvez l'obtenir gratuitement.

Penny Rae, Cultural Adviser,
British Council.

E-mail : penny.rae@britishcouncil.be

Tél. : 02 227 08 58.

Site web : www.britishcouncil.org/belgium



Dans le cadre du centième anniversaire de la Ligue belge des droits de l'Homme, Culture et Démocratie organise, en collaboration avec le Centre Culturel de Woluwe-Saint-Lambert, l'asbl Tout, les Halles de Schaerbeek, l'UCL et le soutien du Fonds Triodos, un colloque axé sur l'interaction entre l'art et les droits de l'Homme.

de l'art ← ? → des droits motivations et enjeux



Le colloque se tiendra le 26 avril 2002, à l'Auditoire, Lacroix de l'UCL à Woluwe Saint-Lambert, en clôture de l'exposition « 100 artistes pour les 100 ans de la Ligue des droits de l'Homme » initiée par le Centre Culturel de Woluwe-Saint-Lambert et durant le festival « Out of Control – Arts et Conflits: Rendez-vous » qui a lieu du 23 avril au 18 mai aux Halles de Schaerbeek.

Cette journée abordera trois thèmes principaux : l'art en tant que catalyseur des droits de l'Homme, le rôle de l'artiste comme acteur privilégié de la démocratie, les droits de l'Homme comme rempart de la création artistique.

Autour de Dan Van Raemdonck, président de la Ligue des droits de l'Homme, de Georges Vercheval, président de Culture et Démocratie et d'artistes engagés, différentes personnalités exposeront leurs points de vue et en débattront avec le public : Françoise Tulkens, professeur de Droit à l'UCL; Frie Leysen, directrice du KunstenFestivaldesArts; Juan d'Oultremont, artiste; Daniel Vander Gucht, professeur de sociologie de l'art (ULB); Claude Lorent, critique d'art; Philippe Housiaux, directeur de l'agence en communication Dialogic et Bernard Focroulle, fondateur de Culture et Démocratie.

Cet événement entend rassembler un très large public, concerné par le rôle de l'art dans la défense des droits de l'Homme.

Infos : Sabine Verhelst 02/502 12 15

USAGEXTERNE

la galerie des jeunes créateurs

Le 15 novembre dernier, le quartier Dansaert, centre particulièrement animé et branché de Bruxelles, a accueilli une nouvelle galerie entièrement dédiée aux jeunes créateurs et aux nouvelles tendances en Communauté française. Animée par Nicolas Delvaux et Caroline Gentsch, Usagexterne se propose de valoriser de jeunes artistes en leur donnant l'opportunité d'exposer dans de bonnes conditions. En effet, acquérir une notoriété au début d'une carrière artistique n'est pas facile. Aussi, ce projet de créer une structure d'accueil qui encourage les jeunes talents et les épaula dans leur confrontation avec le public et les professionnels de l'art, a pu se concrétiser grâce au soutien du Ministre de la Culture. La nouvelle galerie entend mettre l'accent sur la diversité des courants artistiques et représenter toutes les formes de création, en tenant

compte de leur qualité et de leur aspect le plus contemporain. Trois expositions collectives, parrainées à chaque fois par un artiste reconnu sont prévues cette année. La première, Premiers pas dans le futur, se clôturait ce 26 janvier. Elle permettait à une vingtaine d'artistes de se raconter, à travers leur médium. La prochaine exposition sera inaugurée le 14 mars prochain, elle sera parrainée par Bob Verschueren et aura pour thème : « Nature(s) ».

Il reste à souhaiter à Usagexterne et à tous ces jeunes talents, beaucoup de succès !

Usagexterne
Rue du vieux marché aux grains 46
1000 Bruxelles
02/502 68 09
info@usagexterne.be

RENCONTRE BICOMMUNAUTAIRE

Les perspectives encourageantes de cette nouvelle année ont incité Culture et Démocratie et Kunst en Democratie à organiser ensemble, le 5 février, la première rencontre bicommunautaire « version 2002 » réunissant leurs membres et sympathisants à La Fonderie, au cœur de ce quartier de Molenbeek autrefois surnommé le « Manchester belge »...

C'est Guido Vanderhulst, directeur de ce Musée bruxellois de l'Industrie et du Travail récemment rénové et ouvert au public qui accueille les quelque 200 participants à la rencontre dans la Halle des tourneurs, en évoquant ce lieu de mémoire d'une culture industrielle citadine. Après Georges Vercheval et Bruno Verbergt, présidents des deux associations, qui font le bilan des actions menées en 2001 et annoncent les projets pour 2002, Lies Daenen présente les actions de mécénat de la Cera Foundation qu'elle représente, et expose son partenariat avec Culture et Démocratie, dans le cadre du projet « Culture(s) pour tous ».

Viennent ensuite Marc Hooghe qui expose son point de vue de sociologue quant à la pratique culturelle et à ses implications au niveau démocratique, puis Hawa Djabali qui rend compte des réflexions du Centre culturel arabe sur le sens des mots culture et

démocratie, en insistant sur ce qui les confronte et les unit (vous en trouverez le texte dans ce journal).

Le duo d'écrivains Koen Stassijns et Lino Stijtem, éditeurs d'une nouvelle collection de livre « De mooiste van... », nous démontrent comment ils parviennent à rendre accessibles les écrits de grands poètes auprès d'un large public.

Bernard Focroulle, enfin, président-fondateur de Culture et Democratie/Kunst en Democratie insiste sur les rôles et missions de nos associations et rappelle l'objectif majeur de la réunion, qui est d'encourager les échanges entre les deux communautés.

La rencontre se termine en musique avec les musiciens du Centre culturel arabe : Anwar Abudragh (Ud et Djosé), Furat Qaddouri (Qanoun) et Elias Bchour (Ud).

HUMEUR

CRISE DU THEATRE ou THÉÂTRE EN CRISE ?

Effets de manche, annonces médiatiques, tintamarre et sons discordants : le secteur théâtral n'en finit pas d'être secoué de divers séismes sectoriels qui désespèrent une profession pourtant habituée aux coups de théâtre, gags et effets de toute sorte.

D'un côté, des ministres toujours en quête de coups tonitrueux et jamais avertis de si belles promesses, et d'autre part, un secteur enfiévré, agité, ballotté entre l'espoir d'être enfin compris et le désespoir de n'être jamais entendu.

L'ARC (Action et Recherche Culturelles), dans son livre « Crise du théâtre ou théâtre en crise » édité en 2000, avait déjà rappelé avec force l'importance du public dans un secteur qui, en cette fin de siècle, vit une crise structurelle, institutionnelle et économique. Sans public, le théâtre a-t-il encore sa raison d'être ?

Et ce public, déjà trop gâté et sollicité par tant d'autres aventures culturelles peut-être plus excitantes, agit pourtant avec une certaine contradiction. Il semble en désamour du théâtre : le répertoire lui paraît rebattu ou incompris ; et l'institution semble se contenter trop souvent de lui servir une soupe fade. Pourtant, le public, tout âge confondu, fréquente les lieux de spectacle.

Alors, si crise il y a, à quel niveau se situe-t-elle ?

L'ARC, en toute indépendance et sans parti pris, a voulu répondre à cette question. Il a rencontré longuement de nombreux acteurs, directeurs de théâtre ou de centres culturels, experts en art théâtral, professionnels de terrain et politiciens. Il a interrogé très largement le public lors d'une enquête commanditée avec la Libre Belgique. Il a analysé l'histoire du théâtre en Communauté française et démonté les mécanismes institutionnels,

politiques et économiques qui fondent le système théâtral dans nos régions.

Cet ouvrage pose de bons constats, regorge de conclusions et de remarques justes, étonnantes et sans concession. Il permet de se faire une idée de ce monde théâtral mystérieux et complexe et provoque réactions et commentaires.

Alors, crise du théâtre ou théâtre en crise de :

- manque de politique culturelle visionnaire à long terme ;
- manque de débouché pour les jeunes diplômés ;
- manque d'un statut clair et rendant une place honorable à l'artiste ;
- manque de cohésion entre ses travailleurs pour un combat commun du respect de ses droits ;
- manque d'un panorama théâtral structuré et saisissable pour le grand public ;
- manque de moyens effectifs pour éduquer le public et perdre son image élitiste ;
- trop d'institutionnalisation au point d'en oublier parfois le public ;
- trop peu de clarté quant à l'octroi de ses subventions et quant aux chiffres qui le concerne (fréquentation, programmation, représentations, coproductions, subsidiations)

Un théâtre peut-être plus en crise d'identité !

Eric Znamenski - ARC

Tél : 02/219 68 88 - Arc.general@netcourrier.com



VENTS CONTRAIRES

A lors que personne n'échappe au paradoxe qui gouverne nos sociétés « avancées », à la promesse d'une croissance permanente qui devrait apporter le bien-être à tous, mais engendre plus souvent injustice et violence, quel est le rôle de la culture ? Selon la charte de l'ICOM (pour les musées), elle doit être *au service de la société et de son développement*. Une gageure, car le contexte est alarmant ! L'année qui commence sera-t-elle meilleure que la précédente ? Minée par les germes du nationalisme et de l'intolérance qu'elle développe depuis des siècles, prise dans la spirale folle d'une techno-économie mondialisée, notre civilisation est malade. La culture, dont l'essence est d'interroger l'homme, sa raison, son environnement, peut-elle la réinventer ? L'art, l'éducation, la solidarité responsable sont-ils une réponse au terrorisme, une arme contre la pauvreté ? Nous n'avons pas le choix et les projets qu'accompagne Culture et Démocratie, dont *Culture(s) pour tous* ou le colloque *Art et droits de l'Homme*, vont en ce sens ! Les résultats devraient être à la hauteur des espérances. *En avant ! Y a pas d'avance*, comme dit Pierre Alechinsky (1) !

Horribles, inacceptables, les attentats du 11 septembre nous ont profondément *modifiés*... Par les faits en eux-mêmes, qui défient l'imagination. Par leur image, répétée jusqu'à la nausée. Certains en ont été *conditionnés*. Nous en sommes *alertés* ! Il y a une évidence : quelle que soit sa

puissance, aucun homme, aucune nation ne peut vivre libre tant qu'une autre nation, ou un autre homme, ne l'est pas. Le 20ème siècle ne l'a jamais compris, et n'a pas connu la paix. Deux guerres mondiales, d'innombrables conflits *locaux*, des blocus implacables, économiques et culturels, l'utilisation - par des démocraties ! - d'armes nucléaires, chimiques, de bombes à fragmentation, de mines anti-personnel, ont nié la famille des hommes. Les USA et leurs alliés (certains peu démocratiques) se sont coalisés contre le terrorisme et le régime obscurantiste des Talibans. Contre quelles cibles ensuite, pour quelles raisons stratégiques, quels intérêts hégémoniques ? Sera-t-il tenu compte du droit des peuples à ne pas être écrasés sous les bombes, au nom des droits de l'Homme... ?

Clamer *Allahou akbar*, ou *God Bless America* ne mènera pas le 21ème siècle à la spiritualité à laquelle aspirait André Malraux ! Si, préférant la musique à la guerre, nous rêvons de voir les budgets culturels dépasser ceux des armées, il nous faudra oeuvrer pour un autre équilibre mondial. Allons-nous vers une guerre des civilisations ou vers la sérénité du village global ? Tout peut basculer, dans l'un ou l'autre sens. *L'avenir n'est écrit nulle part*, dit Amin Maalouf (2). Il sera *ce que nous en*

ferons. La culture - mieux : les cultures - c'est l'échange de richesses, la reconnaissance de l'autre, le fondement même de la démocratie. La création est notre rempart.

La première victime de la guerre, c'est la vérité, déclarait en 1917 le sénateur US Hiram Johnson. Aujourd'hui, aux USA, puisqu'il n'y a d'autre choix qu'entre *le bien et le mal*, selon le président, les rappeurs sont inquiets, les médias sous pression. John Moody, de la Fox News Channel disait : *Couvrir la guerre en Afghanistan, c'est décrire un chat noir dans l'obscurité* ! Le patron de CNN, lui, s'autocensure sans états d'âme... La répression du terrorisme suscitera des dérives. Nous en serons contaminés. Comment se défendra la démocratie ? Artistes, syndicalistes, ong-istes, démocrates, intellectuels, qui serons certes considérés comme « gênants », soyons vigilants, prêts à intervenir. Là où nous nous trouvons, à notre niveau, avec nos moyens. Et à temps !

Georges Vercheval

(1) Pierre Alechinsky, revue *Daily-Bul* n° 4 (*Quoique vous fassiez, vous êtes ridicules*), 1957

(2) Amin Maalouf, *Les Identités meurtrières*, éd. Grasset et Fasquelle, 1998



Culture et Démocratie

Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice ou relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle, sans exclusion.

Président-Fondateur : Bernard Focroulle
Président : Georges Vercheval
Coordinatrice : Sabine Verhelst

Nouvelle adresse de Culture et Démocratie :
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles
Tél•fax : 02 502 12 15
E-mail: cultureetdemocratie@wanadoo.be

Secrétaire de rédaction : Sabine Verhelst
Ont collaboré à ce numéro : Laurence Adam, le Centre culturel arabe, Rudy Demotte, Pascal Lemaître, Marie Poncin, Penny Rae, Benoît Scutenaire, Georges Vercheval et Eric Znamenski. Avec le soutien de



Imprimerie Jan Verhoeven
Editeur responsable : Sabine Verhelst
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles

DEVENEZ MEMBRE DE CULTURE ET DÉMOCRATIE

Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous, individus et organisations - artistes, travailleurs sociaux, opérateurs et associations culturelles ou sociales, leaders d'opinion, entreprises, interpellés par le rôle que doit jouer la culture dans notre société. Les membres reçoivent le journal et sont invités aux différentes activités.

Montants des cotisations annuelles:
Cotisation individuelle : 12 €
Affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières :
• jusqu'à 125.000 € : 25 €
• jusqu'à 250.000 € : 125 €
• jusqu'à 1.250.000 € : 250 €
• jusqu'à 5.000.000 € : 500 €
• au-delà de 5.000.000 € : 1.250 €
à verser au compte 001-1062565-06

TALON-REPONSE (à photocopier et renvoyer à Culture et Démocratie)

Nom _____ Prénom _____ Adhère à Culture et Démocratie et

Fonction _____ verse la somme de _____ € au

Organisation/société _____ compte 001-1062565-06 avec la men-

Adresse _____ tion « Membre Culture et Démocratie ».

Tél _____ Fax _____ Date et signature :

E-mail _____ Site internet _____